

## DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

### CONVENTION

-----

pour le dépôt de MATIERES DE VIDANGE d'origine domestique à  
la station d'épuration de Bellevue à Saumur

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

ARTICLE 2 - CONDITIONS PARTICULIERES D'ADMISSIBILITE DES MATIERES DE VIDANGE

ARTICLE 3- MODALITÉS DES APPORTS A LA STATION D'ÉPURATION

ARTICLE 4 - PRÉLÈVEMENTS, MESURES ET CONTROLES

ARTICLE 5 - COMMUNICATION DES RESULTATS

ARTICLE 6 - RÉMUNÉRATION

ARTICLE 7 - RÉVISION DE LA RÉMUNÉRATION ET DES CONDITIONS TECHNIQUES D'ADMISSION

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 9 : DESTINATION DES DECHETS ULTIMES

ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION-PÉNALITÉS

ARTICLE 11-HYGIENE ET SECURITE

ARTICLE 12- LITIGES

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION

ENTRE:

La Société PACOBA ENERGIES SERVICES, au capital de 86 160 Euros, dont le Siège Social est situé 3 rue moque souris, 79 250 Nueil-Les-Aubiers, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort (79) sous le n° 387 924 772, représentée par Monsieur Senand, Directeur, désigné dans le texte qui suit par l'appellation « LE COLLECTEUR ».

ET:

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (propriétaire des ouvrages d'assainissement), représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel MARCHAND, d'oment habilité è la signature des présentes par délibération n°2006/92-DC du 29 juin 2006 et par décision n°2010/11-DB du 11 février 2010, désigné dans le texte qui suit par l'appellation « LA COLLECTIVITÉ »

ET:

La Société SAUR, Société par actions simplifiée au capital de 101 529 000 Euros, inscrite au Registre du Commerce de Nanterre, sous le numéro 339 379 984, dont le siège social est 11 chemin de Bretagne – 92130 Issy-les-Moulineaux, représentée par Monsieur Franck CADORET , Directeur régional Perche Pays de Loire, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « LE DELEGATAIRE »

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Collectivité autorise le Collecteur à déverser dans la fosse de consigne des matières de vidange de la Collectivité, les effluents domestiques provenant des installations publiques et privées aux conditions définies dans les articles ci-après.

### ARTICLE 2 – CONDITIONS PARTICULIERES D'ADMISSIBILITE DES MATIERES DE VIDANGE

Seules les matières de vidange issues des effluents domestiques sont admises à la station d'épuration de Bellevue, à l'exclusion de tous les autres déchets : graisses industrielles, hydrocarbures, huiles usagées, boues de station d'épuration, ordures ménagères, etc.

Vu l'arrêté préfectoral référencé D3 - 2005 n°379 du 16 juin 2005 de la station d'épuration Bellevue de Saumur:

Vu la capacité nominale de la station d'épuration (62 000 EH, 6 500 à 11 100 m<sup>3</sup>/jour, 8 680 kg DCO/j, 3 720 kg DBO/j)

Les matières de vidange devront en outre satisfaire aux conditions suivantes:

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05): NF EN 1899.1 (NFT 90-103-1)

- Flux journalier maximal ..... : 80 kg/j

- Concentration moyenne ..... : 16 g/l

Demande chimique en oxygène (DCO) : (NFT 90-101)

- Flux journalier maximal ..... : 240 kg/j

- Concentration moyenne ..... : 42 g/l

Matière en suspension (MES) : NF EN 872 (NFT 90-105-1)

- Flux journalier maximal ..... : 130 kg/j

- Concentration moyenne..... : 20g/l

Teneur en phosphore total : NF EN 1189(NFT 90-023)

- Flux journalier maximal ..... : 5 kg/j

- Concentration moyenne ..... : 2500 mg/L

Teneur en azote-total Kjeldhal: NF EN 13342 (NFT 90-110)

- Flux journalier maximal ..... : 10 kg/j

- Concentration moyenne ..... : 900 mg/l

Teneur en hydrocarbures totaux: (NFT 90-114)

- Flux journalier maximal ..... : 50 g/j
- Concentration moyenne.....: 5 mg/1

Autres substances:

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes :

1. Indice phénols	0,3 mg/l
2. Phénols	0,1 mg/l
3. Chrome hexavalent	0,1 mg/l
4. Cyanures	0,1 mg/l
5. Arsenic et composés (en As)	0,1 mg/l
6. Plomb et composés (en Pb)	0,2 mg/l
7. Cuivre et composés (en Cu)	1,5 mg/l
8. Chrome et composés (en Ni)	0,2 mg/l
9. Nickel et composés (en Ni)	0,5 mg/l
10. Zinc et composés (en Zn)	10 mg/l
11. Manganèses et composés (en Mn)	1 mg/l
12. Étain et composés (en Sn)	2mg/l
13. Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
14. Composés organiques du chlore (en AOX)	5mg/l
15. Fluor et composés (en F)	15 mg/l
16. Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
17. Cadmium (en Cd)	0,02 mg/l
18. Sélénium (en Se)	0,25 mg/l
19. Sulfates	400 mg/l
20. Sulfures	1 mg/l

- ou d'atteinte de la masse maximale admissible par la station de traitement.

Cette interdiction ne pourra faire l'objet d'aucune réclamation de la part du Collecteur.

#### ARTICLE 4 – PRÉLÈVEMENTS, MESURES ET CONTROLES

La masse dépotée sera mesurée par différence de pesée avant et après l'opération de dépotage par le Déléгатaire. Cette masse servira de base à la facturation.

Dans tous les cas, les dépotages, mesures de volumes, vérifications visuelles et olfactives, vérifications du pH, prélèvements et pesées sont effectués en présence d'un agent du Déléгатaire et sous sa responsabilité.

Dans le cas où la nature et la qualité des sous-produits dépotés justifient une quelconque suspicion de la part du représentant du Déléгатaire, celui-ci réalise trois échantillons identiques destinés :

- à être analysé immédiatement par des méthodes normalisées et agréées à la charge du Déléгатaire (échantillon n°1),
- à être remis au Collecteur (échantillon n°2),
- à être conservé pendant un mois à la station d'épuration pour contre-expertise (échantillon n°3).

Ces échantillons sont prélevés par le Déléгатaire à l'entrée de la fosse de réception. Les échantillons porteront la signature du Collecteur, attestant leur origine.

En plus des vérifications systématiques et des prélèvements sur suspicion (voir ci-dessus), le Collecteur est informé que des contrôles seront réalisés par le Déléгатaire à la demande de la Collectivité. Ces contrôles seront réalisés :

- de façon aléatoire, avec prélèvement systématique (dans les conditions de triple échantillonnage déjà mentionnées) certains jours de l'année,
- de façon fréquentielle (dans les conditions de triple échantillonnage déjà mentionnées) à raison d'un prélèvement tous les 30 dépotages.

Les prélèvements aléatoires viendront en déduction des prélèvements effectués de façon fréquentielle afin d'obtenir la fréquence souhaitée sur l'année de suivi (vérification par la Collectivité en collaboration avec le Déléгатaire). Les prélèvements sur suspicion ne viendront pas en déduction des autres prélèvements.

Les paramètres analysés seront les suivants :

Contrôle systématique à chaque dépotage :

- pH, aspect visuel et odeur.

Contrôles sur prélèvement avec triple échantillonnage :

- DCO, D805, MES, NTK, Ptot (sur tout échantillon).
- Cr, NL Pb, Cd, Cu, Hg, Zn, Hydrocarbures (sur 1 échantillon sur 6 et sur suspicion du Déléataire) Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Convention d'acceptation des matières de vidange à la station d'épuration de Bellevue

Le Déléataire se réserve le droit de procéder à toute analyse qu'il jugera utile sur les déchets apportés, de faire traiter, aux frais du Collecteur, les déchets si les contrôles ne sont pas conformes aux critères d'admissibilité définis é l'article 2.

Ces analyses seront effectuées par un laboratoire agréé, le cout des analyses est compris dans le cout de prise en charge des matières de vidange. Toutefois, en cas de dépassement d'un des paramètres d'admissibilité défini à l'article 2, le coût des analyses sera facturé au Collecteur.

#### ARTICLE 5 - COMMUNICATION DES RESULTATS

Le Collecteur est informé que le Déléataire est en charge d'une saisie des bons de livraison avec les masses et qualités des déchets par entreprise et par commune.

Ces données feront l'objet d'une communication trimestrielle à la Collectivité pour le suivi des pollutions traitées selon un rythme hebdomadaire. Ces données seront consolidées dans le cadre de bilans annuels également communiqués à la Collectivité et feront l'objet d'un rapprochement avec toutes autres données relatives au traitement des pollutions d'eaux usées autres que domestiques, par les services de la Collectivité.

#### ARTICLE 6 - RÉMUNÉRATION

En contrepartie des charges supplémentaires entraînées par les apports dépotés à la station, une facture semestrielle sera établie par le Déléataire au Collecteur.

En début d'année, le Déléataire a l'obligation d'informer par courrier le Collecteur des tarifs qui lui seront appliqués pour l'année à venir.

Le montant de la rémunération (R) sera calculé par application de la formule suivante:

$$R = M / mv * (TPD + TPC)$$

Formule dans laquelle :

M = Masse des sous-produits, mesurée en tonne et exprimée en kg dans un souci d'homogénéité avec l'emploi de la masse-volumique

mv = Masse-volumique des matières de vidange prise égale à 1100 kg/m3 et susceptible d'être modifiée après 3 mois de réception de déchets dans le cas où une variation de p1 U13 de 10 % serait observée sur les différents échantillons prélevés

TPC = Tarif de la part collectivité, exprimé en €/m3 d'une valeur unitaire au 1er janvier 2017 de :

9,86 E HT par m3 pour les déchets collectés. Ce tarif sera révisé chaque année par application du taux d'inflation indiqué dans le projet de loi de finances de l'année concernée. Le nouveau tarif révisé sera applicable dès sa notification au Déléataire par la Collectivité.

TPD = Tarif de la part délégataire du traitement des sous-produits, exprimé en €/m3, à 9,48 €/m3 H.T (valeur 18r janvier 2017)

Correspondant à la rémunération du fonctionnement de l'exploitation. Ce prix sera actualisé dans les mêmes conditions que les tarifs du contrat de délégation du service public d'assainissement en vigueur (avenant n°6 relatif à la nouvelle station d'épuration Bellevue).

A ces prix seront ajoutés les divers droits et taxes en vigueur.

Le Déléataire assurera la facturation et le recouvrement des participations conjointes du Déléataire et de la Collectivité.

Le Déléataire réalisera le reversement de la part Collectivité dans les mêmes conditions que pour les redevances d'assainissement dues par les usagers domestiques et fixées par le contrat de délégation de service public de l'Ex District Urbain de Saumur en date du 1er janvier 1991 et des avenants correspondants. Le Déléataire sera tenu de reverser à la Communauté d'Agglomération la part collectivité suivant une fréquence semestrielle.

Le Déléataire fournira à la Collectivité un état détaillé du reversement ainsi que des impayés.

#### ARTICLE 7 - RÉVISION DE LA RÉMUNÉRATION ET DES CONDITIONS TECHNIQUES D'ADMISSION

Les conditions économiques et financières de la présente convention pourront être révisées dans les cas suivants:

- 1) En cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement
- 2) En cas de modification de la législation ou de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement, notamment en matière d'élimination des boues.

#### ARTICLE 8 - MODALITÉS DE PAIEMENT

La rémunération définie à l'article 6 fera l'objet de mémoires semestriels qui seront réglés par Le Collecteur dans un délai de 30 (trente) jours suivant leur présentation. A défaut de versement dans ce délai, la somme due portera intérêt au taux légal et le Collecteur se verra interdire tout nouveau dépotage sur la station.

Ces données de facturation feront l'objet d'une communication à la collectivité dans le cadre de bilans trimestriels et annuels.

#### ARTICLE 9 - DESTINATION DES DECHETS ULTIMES

Les déchets sont destinés, après premier traitement sur les ouvrages de la station de Bellevue, à être évacués vers toute destination en accord avec la législation. Les couts correspondants sont à la charge du Délégataire en contrepartie du versement par le Collecteur de la participation définie à l'article 6.

#### ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION – PENALITES

La convention pourra être résiliée par le Délégataire sans indemnité pour le Collecteur, si ce dernier venait à déroger aux conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Si les effluents déposés entraînaient des perturbations dans le fonctionnement et/ou une pollution du milieu récepteur, le Collecteur serait recherché en responsabilité civile et pénale et subirait les conséquences du préjudice subi par le délégataire et/ou la Collectivité.

Si les boues produites par la station d'épuration ne pouvaient plus être éliminées conformément à la Règlementation en vigueur, suite à un dépassement des normes telles que définies à l'article 2, le code du traitement de substitution des boues serait de ce fait à la charge du Collecteur.

Enfin, à défaut de paiement à son échéance d'une seule facture ou d'inexécution de l'une quelconque des conditions de la présente convention et 8 (huit) jours après sommation faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préjudice de tous dommages intérêts s'il y a lieu.

Cette résiliation interviendra après information écrite et préalable de la collectivité par le Délégataire, les courriers d'information au Collecteur étant envoyés par le Délégataire.

#### ARTICLE 11 - HYGIENE ET SECURITE

Le personnel du Collecteur, intervenant dans enceinte de la station d'épuration lors du dépotage des déchets, se conformera aux règles d'hygiène et de sécurité du Délégataire.

Celui-ci, en application du Code du Travail, définira et fera signer au Collecteur l'ensemble des documents afférents au Plan de Prévention des Risques préalablement à toute livraison dans le site de la station d'épuration Bellevue.

Une copie de ces documents sera remise à la Collectivité par le Délégataire dans les 15 (quinze) jours suivants la signature par le Collecteur et le Délégataire.

Hormis le temps de dépotage, les déversements ne devront provoquer aucune nuisance olfactive sur le site et les alentours de la station d'épuration. L'ouvrage de réception, ainsi que l'aire de stationnement des véhicules déversant, devront être tenus en parfait état et seront, à cet effet, nettoyés après chaque déversement par les employés du Collecteur.

## ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de litige, l'une des parties pourra convoquer dans un délai maximum de 1 (un) mois les autres signataires de la présente convention.

Les contestations qui ne pourraient être réglées lors de cette réunion au sujet de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent dans le ressort duquel se trouve la Collectivité.

## ARTICLE 13-DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour une durée de 10 (dix) ans à compter de sa date de prise d'effet.

Elle s'interromptra de plein droit si le contrat d'affermage du service d'assainissement liant le Déléguataire à la Collectivité venait à s'interrompre avant l'échéance de la présente convention.

A **Saumur**

Le **2 Août 2017**

A **Saumur**

Le **2 Août 2017**

**SAS PACOBA**

Le Collecteur **mocquesouris**  
**79250 NEUIL LES AUBIERS**  
Tél 05 49 65 60 09  
RCS NANT 387 924 772 00016

Direction Régionale PERCHE PAYS DE LOIRE  
71, avenue des Maraîchers  
CS 84011  
Le Déléguataire



Saint Lambert des Levées  
49412 SAUMUR CEDEX

A

Le

La collectivité



Le Président communauté d'agglomération  
**SAUMUR VAL DE LOIRE**  
Maire de SAUMUR

**J.M. Marchand**